



TRIBUNE

journal de la FFE

octobre 2005



Changer la vie

l'édito de Pierre-Yves Le Borgn'

La France va mal. Malgré les manipulations statistiques, le chômage en hausse reste le premier échec de la droite. Le pouvoir d'achat se dégrade. Les comptes publics et sociaux sont en berne. Le commerce extérieur affiche un déficit sans précédent. Partout, les inégalités explosent. Le gouvernement Villepin-Sarkozy poursuit sans ciller la politique de casse sociale inaugurée en mai 2002.

L'aveuglement idéologique s'est installé, entre privatisation des autoroutes et disparition promise de l'impôt de Solidarité sur la Fortune. Le droit du travail est détricoté par

ordonnance, à l'abri du contrôle parlementaire. Le populisme n'est jamais loin, depuis l'entrée remarquée du Kärcher dans la sphère politique. Les 100 jours de Villepin sont un Waterloo social pour les Français.

L'inquiétude est également mondiale. La menace terroriste est partout. La hausse du prix du pétrole annonce un ralentissement généralisé de la croissance. Peut-être aura-t-elle des conséquences sur nos modes de consommation. L'Irak et l'Afghanistan s'enfoncent dans le chaos. La famine fait des ravages en Afrique de l'ouest. Le drame des ouragans Katrina et Rita montre

que nul pays n'est à l'abri de catastrophes naturelles.

Le devoir du Parti Socialiste est de combattre frontalement la droite et de travailler à un projet répondant aux attentes des Français. Le but de notre Congrès cet automne sera d'offrir un débouché politique, ambitieux et réaliste, à la profonde colère du pays. Il sera aussi de tracer le chemin vers un monde plus juste, plus sûr, plus solidaire.

"Changer la vie", le slogan fleure la nostalgie d'un beau mois de mai. Il n'a pas pris une ride tant il exprime si bien l'idéal qui nous rassemble. Portons loin cette ambition.

Pierre-Yves Le Borgn'
Premier Secrétaire Fédéral

Convention 2005 : un grand cru

Réunie à Solférino les 29 et 30 août, la Convention fédérale a tenu ses promesses et s'est révélée un grand cru. Par le nombre de participants d'abord, qui a dépassé la centaine, alors qu'à cause du calendrier la plupart des conseillers socialistes à l'AFE étaient absents. Par le nombre et la qualité des intervenants, de grosses pointures nationales venues défendre leurs Contributions pour le Congrès. Par la densité des débats enfin, sérieux voire austères, consciencieux au point de priver de déjeuner les délégués, et de les frustrer de ces pauses qui leur permettent de se rencontrer. Mais suivis avec passion ils ont donné lieu à des échanges vifs, reflétant la volonté d'autonomie de pensée de la FFE.

En ce qui concerne les parties statutaires, le rapport moral a été adopté à l'unanimité ainsi que le quitus financier, le projet de budget 2006 voté avec deux abstentions.

(suite page 2 et 3)

SOMMAIRE

- p. 1 : Edito
Convention fédérale
- p. 2 : Convention fédérale
- p. 3 : Convention fédérale
- p. 4 et 5 : Dossier congrès du Mans :
présentation des motions
- p. 6 : La Rochelle
Stage de formation
- p. 7 : Le sommet des nations unies
- p. 8 : Sections

Convention : deux journées intenses

(Convention fédérale, suite de la page 1)

Dans son discours et répondant aux questions des militants, François Hollande s'est montré d'un optimisme mesuré. La situation économique et sociale en France

décision collective. Concernant les thèmes chers à la FFE, il a déclaré avoir retenu ses propositions : établissement du vote à distance, instauration de députés, transformation de l'AFE en établissement public.

d'une "République européenne", et "la reconstruction d'Unions régionales et douanières". Aux Français de l'étranger il propose l'élection non de députés mais de sénateurs au suffrage direct.



Les représentants des contributions nationales, de gauche à droite : Liem Gngang Hoc, Arnaud Montebourg, Henri Weber, Dominique Strauss-Kahn

Au nom de Laurent Fabius, Henri Weber a regretté que le PS ait perdu ses liens forts avec la classe ouvrière, et souhaité que le nécessaire réalisme ne soit pas "a minima". Il propose de "donner des signaux montrant à l'électorat populaire que nous sommes déterminés à résister".

Pour Henri Emmanuelli, Liem Gngang Hoc a estimé qu'il fallait analyser ce que nous avons fait au gouvernement et qui a "créé une ambiguïté le 21 avril". Il a fait remarquer que "le développement de la France après la guerre a été permis par la planification et un quasi capitalisme d'Etat".

est grave, le pays traverse une profonde crise morale et politique. Le rejet de la droite est fort et le PS peut en bénéficier, mais à condition de rassembler la gauche sur un contrat de gouvernement (et non des alliances électorales), ce qui implique que nous réussissions à bâtir un Projet, avec des priorités fortes plutôt qu'un catalogue: emploi et croissance, éducation, environnement, santé ; prévoyant les instruments pour les appliquer : services publics, fiscalité ; et annonçant clairement comment, avec qui et à quel rythme elles seront mises en œuvre.

Présentation des contributions

Les principales contributions au Congrès ont ensuite été présentées par leurs représentants nationaux.

Arnaud Montebourg, pour qui les clivages entre socialistes portent surtout sur les questions internationales, a défendu l'idée

Dominique Strauss-Kahn enfin a souligné que les Français attendent des propositions sérieuses, et qu'il faut "rester modestes dans l'annonce, mais pas dans l'ambition". Sur la méthode, il estime qu'il ne faut pas hésiter à "mettre les mains dans le capitalisme", et "faire du socialisme en tranches", par petits bouts.

suite=>

Il a assuré que l'ambiance au sein du parti est bien différente de celle relatée avec complaisance par la presse. L'essentiel est de dépasser les clivages du référendum en s'unissant sur un Projet : c'est pour cela que le Congrès a été avancé, pour redonner la parole aux militants et se mettre en ordre de marche pour les élections, et pour que notre candidat porte un projet adopté par les militants. Quant à la concurrence entre les candidats, elle est normale et saine ; il a souhaité que la campagne sur le référendum ne crée pas un précédent dans le non respect de la

Pré-candidatures au poste de Premier Secrétaire fédéral

Profitant de la possibilité de se présenter devant les délégués, cinq camarades se sont exprimés, dont deux ont annoncé leur candidature.

- ✓ Pierre-Yves Le Borgn' s'est déclaré prêt pour un nouveau mandat, et a exposé ses ambitions pour la FFE, parmi lesquelles passer de 55 à 70 sections, et regagner le troisième siège de sénateur.
- ✓ Philippe Lazerme, également candidat, a souhaité un plan de développement ambitieux, et une clarification du rôle du PS qui est d'avoir des élus à l'AFE.
- ✓ Frédéric Brunier (Pékin) n'est pas candidat, mais a présenté les demandes du groupe fabusien, dont l'objectif est de doubler le nombre d'adhérents, et recenser les besoins des sections, et de faire adopter nos demandes par le national.
- ✓ Valérie Rabault, qui n'est pas non plus candidate, a déclaré que la FFE devait être le bras politique armé du PS vis à vis de nos partenaires étrangers, ce qui implique qu'elle soit plus visible dans le PS et à l'extérieur.
- ✓ Jean-Yves Leconte enfin a estimé qu'il était trop tôt pour annoncer des candidatures. Sa volonté, a-t-il dit, est d'être utile aux Français de l'étranger, à la gauche et au pays.

Les leçons du referendum

La dernière après-midi de la Convention a été consacrée à un débat sur l'Union européenne et les leçons du referendum.

Pierre Moscovici, Secrétaire international, a appelé à "dépasser le referendum", ce qui signifie non pas renier ses convictions, mais comprendre ce qui s'est passé. Il faut maintenant réfléchir aux objectifs (le modèle de société, les frontières, l'Europe économique et politique), et aux moyens, qui passent nécessairement par le PSE. Alan Dukes, Directeur général de l'*Irish Institute of European Affairs*, a rappelé que dans le passé l'Europe a traversé d'autres crises, et plus graves, qu'elle continue et continuera. Dans le travail de réformes à apporter, il souhaite que l'on fasse la part

de ce qui dépend des gouvernements, par exemple le contrôle démocratique et le libéralisme économique.

Philip Cordery, Secrétaire général du PSE, a informé les délégués de l'évolution du PSE, dont les objectifs sont de fixer des priorités aux socialistes européens afin que leurs travaux soient coordonnés, et, en dépit de nombreuses oppositions, de se transformer peu à peu en parti de militants.

La Convention s'est enfin penchée sur le mode de désignation des candidats socialistes aux élections sénatoriales, et a débattu de trois alternatives, dégagées à partir des contributions des militants. Le vote sur ces alternatives aura lieu le 9 novembre lors du vote sur les motions pour le Congrès.

Aude Yung

Le féminisme, un enjeu politique et socialiste

Par cet atelier organisé dans le cadre de la convention et animé par Dominique Aguessy, la FFE souhaitait réaffirmer l'importance des enjeux du féminisme.

Réjane Sénac, déléguée nationale "femmes et parité en politique" a noté que si l'augmentation du taux d'activité des femmes en France ne s'est pas traduit pour autant par un meilleur partage des tâches ménagères entre hommes et femmes, les liens entre le féminisme et le socialisme se sont approfondis : le féminisme est désormais vu comme une revendication politique à part entière et non un thème de plus qui serait traité de manière marginale.

Monique Cerisier-ben-Guiga a développé les problèmes spécifiques aux femmes françaises vivant à l'étranger, pénalisées tant dans leur vie active que pour leur retraite (surtout depuis les réformes Balladur et Fillon). Il n'est pas rare de voir revenir en France des femmes qui n'ont que 300 euros de retraites mensuelles, et ce alors même qu'elles ont travaillé toute leur vie. Elle a reconnu qu'une solution politique n'était pas facile, car même s'il existe des procédures les protégeant les femmes n'en sont pas informées ou répugnent à les utiliser.

Des intervenants ont souligné la persistance de difficultés :

- le désintérêt de la jeune génération qui considère, bien à tort, que les problèmes spécifiques aux femmes n'existent plus ;
- la suppression de la mission Femmes créée en 1984 au sein de la Direction des Français à l'étranger. Il a été déploré que la parité ne s'impose pas aux listes AFE, une anomalie scandaleuse par rapport à la loi.

Le rôle des comités pour l'emploi a été souligné. Il est en effet important de trouver des réponses à des problèmes concrets.

Le PS reçoit les conseillers ADFE à l'AFE

Le 7 septembre, les conseillers ADFE à l'AFE ont été reçus par François Hollande à l'occasion d'un pot amical dans la cour de Solférino, auquel Jack Lang et Dominique Strauss-Kahn ont aussi participé.

était d'établir le contact entre Claudy Lebreton, président de la FNESR (Fédération des Elus Socialistes et Républicains), et le groupe ADFE à l'AFE. Les élus ADFE représentent en effet une force politique progressiste non négligeable, qui pourrait se déve-



Pierre-Yves Le Borgn' a rappelé les demandes des élus de gauche à l'étranger dans le domaine de la démocratisation des institutions, dont il a résumé l'esprit par le slogan : "élus de l'étranger, élus à part entière". Le Premier Secrétaire du PS s'est engagé sur ces demandes.

L'autre objectif de cette rencontre

l'opper, à l'intérieur de la FNESR, dans le cadre d'une "Union des Elus socialistes et républicain de l'Etranger". Les enjeux sont désormais mondiaux, a souligné Claudy Lebreton, et les élus de gauche en France profiteraient de l'expertise de leurs collègues à l'étranger en matière de solidarité et de coopération décentralisée.

Les motions soumises au débat

Voici, par leurs représentants au sein de la FFE, un résumé des cinq motions en débat pour le congrès, dont le texte intégral parviendra aux adhérents avec le prochain numéro de " l'Hebdo ". Le vote aura lieu en section le 9 novembre.

La motion 3 " Utopia " n'a pas, pour l'instant, désigné de représentant au sein de la FFE.

Motion 1 : "Socialistes pour réussir à gauche"

présentée par François Hollande

Le Congrès du Mans doit être utile aux Français. C'est une alternative au libéralisme que nous devons construire. Nous y parviendrons si nous savons dépasser le clivage du 29 mai. Pour changer la société, c'est d'un Parti Socialiste uni dont nous avons besoin. L'union des socialistes est nécessaire au rassemblement et à la victoire de la gauche.

Nous proposons quatre grands contrats:

- Un contrat social, avec une sécurité sociale professionnelle permettant par des formations qualifiantes le retour à l'emploi. Il faudra redéfinir les principes de solidarité sur les retraites et la santé. Un service public de la petite enfance sera créé pour concier

lier vie familiale et professionnelle ;

- Un contrat républicain, avec la priorité donnée à la lutte contre l'échec scolaire et le renforcement des moyens des zones d'éducation prioritaire. Le nombre d'étudiants devra être doublé en 10 ans ;

- Un contrat citoyen, pour lutter contre les discriminations, assurer la sécurité, développer une politique d'immigration fondée sur le respect des droits. Une délégation interministérielle à la laïcité sera établie pour veiller au respect de nos principes républicains ;

- Un contrat écologique, qui mettra le développement durable au cœur de chaque décision publique. La diversification des sources

d'énergie, le développement du rail et le soutien aux transports publics en seront les objectifs.

Il nous faudra conduire une profonde réforme de la démocratie pour réussir. A la loi Raffarin, nous substituerons la décentralisation des ressources et des moyens. Nous mènerons le combat pour une nouvelle République, respectueuse de l'équilibre des pouvoirs et du rôle des citoyens. Avec nos camarades du PSE, nous nous mobiliserons pour la construction de l'Europe politique et l'avènement d'un régime parlementaire européen.

Pierre-Yves Le Borgn'

Motion 2 : "Rassembler à gauche"

présentée par Laurent Fabius

Réaffirmer le clivage gauche / droite

Un clivage majeur oppose deux France. L'une envisage son avenir avec confiance, l'autre vit mal et s'inquiète pour l'avenir. Notre engagement est de nous battre pour porter ses aspirations.

Retrouvons l'unité dans ce combat en prenant réellement la mesure du vote du 29 mai.

Engageons-nous pour **un socialisme de transformation**, car la volonté politique et la mobilisation sociale peuvent infléchir les rapports de force.

Affirmer nos valeurs, défendre la laïcité

Le lien social doit être recréé, contre le communautarisme.

Nous voulons faire vivre nos valeurs:

· Instaurer une charte sur les principes laïcs

dans tous les services publics

· Clarifier notre politique d'immigration

· Défendre les services publics

· Assurer la sécurité

· Renforcer la démocratie à partir des principes de responsabilité et participation

A gauche dans nos propositions

L'État est l'instrument majeur d'une politique de gauche. Grâce à un vaste plan de soutien budgétaire (excluant une hausse de la TVA), nous voulons :

· Reconquérir le plein-emploi et améliorer le pouvoir d'achat

· Consolider la protection sociale, sanitaire et environnementale

· Un logement pour chacun.

· Une société éducative de l'école à la recherche.

Des engagements internationaux

- Pour une Europe sociale, puissante et démocratique

- Pour une social-écologie et un modèle de développement viable et équilibré..

- Pour une mondialisation solidaire avec les plus pauvres, grâce à une meilleure régulation.

Agir à gauche, rassembler à gauche

Il est temps de rénover le PS et de construire, avec nos partenaires de gauche, un pacte pour le changement.

Refusant l'alliance au centre, suivons le chemin indiqué par François Mitterrand : " Sans un Parti Socialiste fort, rien n'est durable à gauche ; sans une gauche rassemblée, rien n'est possible pour les socialistes " .

JP Fournier

Motion 4 : "Pour un socialisme libéral"

présentée par Jean-Marie Bockel

Adhérent à la section de Suède depuis avril 2002, j'ai choisi de soutenir la motion " Pour un Socialisme Libéral ". Le référendum du 29 mai 2005 a une fois de plus illustré la crise dans laquelle la France est plongée. Crise de l'emploi, de la représentativité politique et crise de confiance en l'avenir. A cela, la majorité UMP et la gauche dirigiste répondent par les mêmes recettes idéologiques et les mêmes chimères qui ont conduit à cette crise.

Je préfère un socialisme pragmatique à un socialisme idéologique. Notre protection et notre justice sociale passent par une redynamisation économique. Cette dynamique nous permettra d'insuffler une énergie nouvelle dans les secteurs-clés de notre société que sont l'éducation, la recherche et les nouvelles

technologies. Notre système de protection sociale en sera alors pérennisé.

Je vous encourage à lire attentivement notre motion et à en débattre avec les camarades dans les différentes sections de la FFE. Nous qui observons la France depuis d'autres pays européens, d'autres continents, savons qu'il est important pour la France et pour le Parti Socialiste de sortir des dogmes et modes de pensées issus du 20ème, parfois même du 19ème siècle. Socialisme libéral ne veut pas dire ultra-libéralisme. Toutefois, seule la croissance économique peut nous assurer la pérennité du contrat social que nous voulons passer avec les citoyens.

Olivier Bostedt-Roux

Motion 5 : "Une alternative socialiste"

présentée par NPS

Notre volonté est claire : réorienter à gauche l'action historique de notre parti pour qu'il conserve son rôle d'axe fédérateur des forces de progrès.

Notre projet pour la France

1. *Renouer avec notre base sociale par la rénovation de la politique économique et sociale*
Nous avons 3 objectifs dont aucun n'est négociable séparément :

- Retrouver les chemins du plein emploi
- Réorienter les profits vers l'investissement et l'emploi
- Rebâtir une fiscalité de redistribution efficace des revenus primaires

Nous proposons : la généralisation de l'accord majoritaire, un Pacte pour la justice sociale et une grande négociation sur le partage des fruits de la croissance, une réforme jamais envisagée, celle des marchés : via la politique de la concurrence et via une politique industrielle modernisée, la taxation du capital au moins équivalente à celle sur le travail, l'arrêt des baisses d'impôt, une meilleure progressivité de l'impôt et de la CSG.

2. *Approfondir la démocratie : pour VIème République*

Un régime primo ministériel avec un Président

arbitre et un Premier Ministre responsable disposant de la totalité des pouvoirs de gouvernement, un mandat unique pour les parlementaires, 12 députés pour les Français à l'étranger.

Notre projet pour l'Europe : la République européenne

Nous nous fixons les objectifs suivants : taux de chômage inférieur à 5%, taux de pauvreté inférieur à 5%, solidarité avec les peuples du Sud : aide publique au développement supérieure à 1% du PIB. Nous voulons un gouvernement européen chargé de gérer nos biens publics européens, responsable devant les citoyens européens.

Le Socialisme pour une mondialisation de progrès

Nous proposons de réformer les institutions internationales, de choisir la croissance à " soutenabilité forte " et faire évoluer notre système énergétique, d'exiger des contreparties sociales et environnementales, de favoriser la création de marchés communs régionaux pour les pays émergents, de créer une taxe mondiale pour le développement.

Christian Castagna

Et pour les Français de l'étranger, que proposent les motions ?

Motion 1 (Hollande) :

L'aménagement des modalités de représentation des Français de l'étranger : représentation à l'Assemblée nationale par des députés élus directement par eux, transformation de l'Assemblée des Français de l'étranger en établissement public, organisation du vote à distance, électronique et par correspondance, rattachement aux circonscriptions métropolitaines pour les élections européennes.

Motion 2 (Fabius) :

Nous renforcerons la représentation des deux millions de Français vivant à l'étranger en permettant l'élection au suffrage universel direct de députés chargés de faire entendre leur voix et relayer leurs attentes à l'Assemblée nationale.

Motion 5 (NPS) :

La VIème République ré-associera aussi les 2 millions de Français à l'étranger, qui n'ont aujourd'hui pas de représentants à l'Assemblée nationale. Certains justifieront cette situation par l'absence de contribution directe de ces Français à l'impôt en France. Or, les conventions fiscales signées par la France avec nombre de pays, sont une reconnaissance explicite de la contribution de ces Français à l'impôt. Nous proposons de remédier à cette situation en créant des circonscriptions pour les Français à l'étranger, en vue de l'élection de 12 députés pour les représenter.

Les **motions 3** (Utopia) et **4** (Bockel) ne contiennent pas de propositions spécifiques pour les Français de l'étranger.

La Rochelle 2005



Une université d'été sous le sceau de l'assiduité et du sérieux, tel était le climat général qui régnait à La Rochelle en ce dernier week-end du mois d'août.

Les militants ont répondu nombreux (plus de 2500 inscrits) à ce rendez-vous annuel du Parti Socialiste. 25 ateliers ainsi qu'une réunion sur l'Outre-Mer se tenaient simultanément dans les amphithéâtres et salles de réunions. Les discussions étaient parfois vives et les avis tranchés sur des thèmes comme "Démocratie et Institutions", "Justice", "Emploi", "Sécurité", "Services publics", "Femmes".

De nombreuses adhérentes et adhérents ont regretté l'intitulé de cet atelier ressenti comme réducteur et dissuasif quant à la participation de camarades masculins. La question des femmes concerne l'ensemble de la société. Il aurait mieux valu garder les termes "enjeux du féminisme"

retenus pour le Projet Socialiste. Détail peut-être, mais révélateur du chemin qui reste à parcourir pour que la parité fasse réellement partie de notre culture politique.

Nuée de micros sur l'esplanade de l'Encan

Tous les ténors du PS présents étaient pris d'assaut par les micros, prêts à enregistrer réparties agressives ou commentaires sarcastiques. Force est de constater une certaine distance entre la tonalité des articles de presse parus au quotidien et l'atmosphère de respect mutuel, de sérieux empreint de gravité, qui régnait à La Rochelle.

Combattre la droite, Proposer à gauche

Le temps habituellement radieux à cette époque s'était mis à la grisaille comme pour accompagner les préoccupations des militants. Les propositions pour contrer la politique du gouvernement actuel et celles pour construire une alternative de gauche n'ont pas manqué. La question des moyens de leur mise en œuvre répondant à un souci d'efficacité, renforcer crédibilité et cohérence pour le Parti Socialiste, tels sont les objectifs qui ont marqué ces journées de réflexion et de convivialité.

Dominique Aguessy
membre du Bureau fédéral

Promo Louise Michel



Venus d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe, 11 socialistes néophytes ou chevronnés de tous âges se sont retrouvés le 30 juin à Solférino pour suivre le stage de formation organisé par La Fédération des Français de l'Étranger.

La veille, une rencontre au sénat avec Richard Yung, sénateur représentant les Français hors de France, avait déjà rassemblé les stagiaires. Le lendemain, tous les participants furent chaleureusement

accueillis par les deux organisatrices, Manon Mondoloni et Danièle Seignot. Le stage alterna des présentations didactiques d'intérêt général sur le fonctionnement du PS, du Parti Socialiste Européen, de l'Internationale Socialiste et de la Fondation Jean Jaurès, et aussi sur les moyens de communication dont dispose le PS, et des présentations plus spécifiques sur la FFE ou encore le projet des socialistes pour les Français de l'étranger. Les stagiaires participèrent aussi activement à

des ateliers comportant discussions et même travaux pratiques sur le travail des sections, et sur l'économie. Le stage situa le mouvement socialiste dans l'espace et dans le temps grâce à une visite riche en anecdotes des locaux du PS, et à la brillante présentation de Richard Yung qui replaça l'histoire du PS dans le contexte d'utopies, de luttes et de révoltes de plus de 150 ans.

Entre les ateliers et les présentations, les stagiaires échangeaient leurs impressions, mais aussi leurs expériences, échanges d'une grande richesse vu la diversité des sociétés où ils vivent. Ils eurent la chance de rencontrer et de discuter avec leurs deux sénateurs, leur premier secrétaire fédéral et François Hollande. Il était clair qu'à la fin du stage, le groupe avait sa propre dynamique et son humour. Un groupe si soudé et motivé, qu'il vota à l'unanimité une contribution pour le prochain congrès, et qu'il décida de se donner un nom : la promotion Louise Michel était née.

Bernadette Ginestet

Le nécessaire examen de conscience des Nations Unies

Le sommet extraordinaire des Nations Unies a accouché d'une souris malingre. L'incapacité des politiques à penser collectivité mondiale et intérêt planétaire, lorsqu'ils sont au pouvoir, est à nouveau apparue au grand jour, chacun sombrant rapidement dans la défense de ses "intérêts catégoriels" thématiques ou géopolitiques.

L'efficacité de l'organisation internationale et de ses multiples satellites spécialisés (Banque Mondiale, FMI, OMS, UNICEF, FOA, HCR....) est souvent l'objet de polémiques pas toujours sans fondements. Sont reprochés les choix économiques imposés par la BM et le FMI aux pays en développement depuis deux décennies dont le résultat tangible est de les avoir un peu plus appauvris ! Sont encore reprochés "l'arrogance" des "experts mondiaux du développement", démontrant plan après plan, l'inefficacité de leurs propositions ! Notons encore que l'ostentation dans les discours et les dépenses supplante allègrement l'humilité, la rigueur ou la frugalité attendues. En clair, les Nations Unies, dans les pays pauvres, ne donnent guère l'exemple de l'austérité et se complaisent

un peu trop dans l'être et le paraître.

Pour autant, reconnaissons quelques intérêts "au machin" dénoncé par le général de Gaulle. L'intérêt premier est qu'il a le mérite d'exister et d'offrir un irremplaçable lieu de rencontre et de dialogue pour une meilleure harmonisation des relations internationales. Chaque sommet permet des rapprochements incongrus comme la poignée de mains entre le président du Pakistan et M. Sharon voici quelques jours. Il permet aussi aux petits pays de s'insérer dans le concert des nations, même modestement et de faire entendre ensemble leurs voix et leurs



propositions. L'ONU est, potentiellement, un réel instrument de "démocratisation des relations internationales". L'administration américaine l'a bien compris, d'où son application à contourner l'organisation lorsqu'elle ne parvient plus à la contrôler.

Enfin, soyons juste, le sommet extraordinaire n'aura pas été tout à fait inutile pour une raison principale, il a posé définitivement la question d'une nécessaire réforme de l'institution et de son directoire qu'est le Conseil de sécurité. Il a permis un brassage de propositions et a ouvert un chantier. Il faudra attendre la succession de Koffi Anan pour reprendre les projets d'adaptation de l'organisation à un nouvel ordre du monde plus conforme aux réalités présentes.

Le chemin est certainement encore long, mais nous venons de l'emprunter. C'est déjà une avancée non négligeable !

Jean-Daniel Chaoui
membre du BF

Chirac, apôtre du développement ?

Taxer les voyageurs pour financer le développement : une vraie fausse bonne idée. Convenons que Jacques Chirac a "la parole en bouche", comme on dit en Afrique.

N'ayant rien apporté de concret aux problèmes du développement depuis bientôt deux mandats et décidé à obtenir "quelque chose" avant de céder le fauteuil présidentiel, il s'est précipité sur la facilité pour ne pas dire la simplicité en proposant de ponctionner les voyageurs pour financer le développement.

Si la finalité est généreuse, le choix est pour le moins discutable. Rappelons-nous en effet que la réflexion sur la nécessaire augmentation de l'aide remonte aux années 90 avec les altermondialistes et Attac soutenant l'instauration de la taxe Tobin sur les

transactions financières. Puis émergea, sous le gouvernement de Lionel Jospin, l'idée d'une taxe sur les ventes d'armes. Vint l'an 2000 et le discours messianique onusien sur les objectifs du millénaire et la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015... La réflexion sur le financement par la taxe dite "Tobin" ou les ventes d'armes disparut progressivement des scénarios internationaux pour réapparaître avec Lula et Chirac sous la forme d'une taxe sur les billets d'avion.

Plus facile de taxer "le chaland voyageur" que de s'attaquer aux capitaux et aux marchands d'armes. Cette démarche, qui cède une fois de plus à la commodité, doit être dénoncée comme telle : une vraie fausse bonne idée ! Je souhaiterais entendre le PS dévoiler rapidement cette supercherie !

JDC

Indifférence

Le Niger meurt de faim, et ce, alors même que l'écho des flonflons des grands concerts de solidarité planétaire et des proclamations de compassion des grands pays du G8 n'est pas encore tout à fait retombé. Illustration cruelle du gouffre béant entre la rhétorique de l'aide à l'Afrique, et sa réalité, qui combine pingrerie, indifférence morale et cécité stratégique.

Le scandale est patent, car cette "catastrophe silencieuse" qui frappe des millions de Nigériens était non seulement prévisible, mais prévue et annoncée depuis près d'un an par les ONG et l'ONU. Il n'était ni très compliqué, ni très coûteux, de l'empêcher. La non-assistance à peuple en danger n'est bien sûr pas un crime contre l'humanité au regard des lois internationales...

Quand les élus européens du Canada se rencontrent...

Le Canada est un vaste et beau pays, divisé en provinces, qui chacune a sa propre législation en éducation, santé etc.... Alors quand on est conseiller d'un tel domaine, il faut s'assurer que les accords bilatéraux passés entre un pays européen comme la France, l'Italie ou le Portugal, et une province canadienne, soient valables pour le reste du pays, ce qui est rarement le cas.

Peu nombreux sont les pays européens qui disposent comme nous d'un système de représentation de leurs expatriés. Il est de notre intérêt de mieux nous faire connaître à Bruxelles et de développer des liens avec les pays européens qui ont aussi des représentants élus à l'étranger. Depuis quelques années les conseillers élus du Canada se font souvent dire autant à Paris, qu'à Rome ou à Lisbonne : "tel problème n'est plus de notre ressort, il faut attendre que Bruxelles ait légiféré en la matière avant de pouvoir faire quoi que ce soit".

C'est pourquoi q u e l q u e s conseillers socialistes européens ont décidé de fon-



der une association de droit local ouverte à tous les courants politiques. Le but de cette association est de

défendre les intérêts des Européens du Canada, comme celui de regagner le droit

de participer aux élections européennes ou d'obtenir une aide financière pour des projets conjoints en éducation, etc. Cette association permet, par ailleurs aux conseillers d'avoir, aussi, une meilleure visibilité sur le terrain.

Ce sont des élus socialistes d'Italie, du Portugal et de France qui ont lancé ce projet. Plusieurs rencontres ont déjà eu lieu dont certaines en présence de consuls. Nous sommes au stade du lancement officiel de l'association et nous projetons une manifestation solennelle qui réunira la plupart des représentants européens élus du Canada. C'est le début d'une intéressante collaboration entre Européens du Canada.

Dan Brignoli
Toronto, Canada

Sabotage !

Nous avons la chance d'avoir à Munich, un Comité pour l'emploi et la Formation professionnelle performant. Il risque bien de disparaître...

Il réalise en moyenne 150 placements par an, organise des mini stages de sensibilisation au marché de l'emploi en Allemagne comprenant le décryptage de l'an-

nonce, la rédaction du CV à l'allemande, la préparation à l'entretien ; mais aussi la participation au forum des métiers au lycée français, l'organisation régulière d'un forum des entreprises, la participation à des salons de l'Etudiant et de l'Emploi : bref il représente une activité débordante pour une conseillère Emploi extrêmement dynamique. Tout cela risque d'appartenir sous peu au passé.

Les choses ont commencé à se dégrader lorsqu'il y a quelques mois le consulat a déménagé. Depuis le transfert dans de nouveaux locaux, certes plus fonctionnels mais aussi d'une surface moindre, la Conseillère ne dispose plus d'un bureau personnel, elle doit partager un grand bureau avec tous ses collègues recevant le public : bruit, promiscuité, manque de confidentialité risquent de diminuer l'efficacité de son travail. Or la pérennité de son poste dépend du nombre de placements annuels.

Encore plus grave : "on" vient de s'aper-

cevoir que les comités pour l'Emploi (même chose pour les CCPAS !) n'étaient plus autorisés à générer des recettes (ils ne l'auraient d'ailleurs jamais été !) Ainsi les activités prévues à l'automne risquent bien de ne pas voir le jour...

Comme l'ADFE avait décidé sur Munich de créer une association d'entraide, il faut maintenant en modifier les statuts pour lui permettre d'inclure les activités du Comité pour l'emploi. L'ADFE veille à impliquer le Consulat dans les organes de l'association et souhaite que la Conseillère reste une salariée du Consulat, mais sans grande illusion sur l'avenir car le Consul général freine des quatre fers. Début août il est parti en vacances, laissant le soin à l'ADFE et à l'UFE de rédiger les statuts. Mi-septembre, il ne s'est toujours pas préoccupé du résultat de nos travaux. Désengagement de l'Etat ?

Claudine Lepage
Section de Munich

Journal de la Fédération des Français à l'Etranger du Parti Socialiste

10 rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
tél : 01 45 55 77 82
fax : 01 45 55 77 85

directeur de la publication :
Pierre-Yves Le Borgn'
responsable de la rédaction :
Aude Yung

courriel : ffe.ps@wanadoo.fr
<http://www.ffe-ps.org>